

<http://www.acrimed.org/Le-classement-de-Shanghai-des-universites-une>



Le classement de Shanghai des universités : une perniciose addiction médiatique



formation - Société - L'Ecole, les enseignants -
Publication date: lundi 6 novembre 2017

Copyright © Acrimed | Action Critique Médias - Tous droits réservés

En l'an de grâce 2003 fut inauguré par l'honorable Nian Cai Liu et son équipe de l'université de Jiao Tong le désormais célébrissime « Classement de Shanghai des universités du monde ». Chaque année depuis lors, au coeur de l'été, autour du 15 août, les médias, toutes catégories confondues, célèbrent le palmarès chinois, singulier « marronnier » parmi les incendies de forêts et autres festivals. Pourtant, selon quelques avis compétents, ce classement ne vaudrait pas grand-chose, voire rien. Mais il en faut davantage pour décourager la gent médiatique et quelques acteurs associés, qui ont d'autres intérêts en jeu.

Shanghai est partout

S'il y avait un classement des classements, celui de Shanghai serait fort bien placé pour ce qui est de la notoriété médiatique. À peine est-il publié par les bons soins de l'université Jiao Tong qu'il est repris partout, par exemple en France. Ainsi, pour le seul 15 août 2017, jour de sa publication, nous trouvons entre autres :

- *Le Parisien* : « Comme en 2016, seules trois universités françaises sont dans le Top 100 du très regardé classement mondial de Shanghai. »

- *Le Monde* : « Les universités américaines dominent une nouvelle fois le classement de Shanghai. Seize établissements états-uniens sont dans le top 20 de ce palmarès mondial. L'université Pierre-et-Marie-Curie (40e) reste la meilleure française. »

- *Les Échos* : « La France continue de reculer dans le classement de Shanghai. Septième en 2016, l'Hexagone arrive huitième cette année dans le Top 100 »

- *Europe 1* : « La première université française, Pierre et Marie Curie, pointe à la 36e place alors que les universités américaines occupent huit des dix premières places. »

- *Médiapart* : « Les universités françaises se maintiennent au classement de Shanghai. Avec 20 universités classées parmi les 500 premières, la France reste à la sixième position du classement de Shanghai publié mardi, une liste encore largement dominée par les États-Unis qui placent seize établissements dans les vingt premiers. »

- *Le Figaro* : « Le très prestigieux classement des universités consacre une nouvelle fois les établissements américains, qui sont 16 à apparaître dans le top 20. En France, on compte 20 universités au total et 3 établissements dans le top 100. »

- *Libération* : « Les universités américaines raflent huit des dix premières places du classement publié vendredi par l'université Jiaotong (communications) de Shanghai, avec l'université de Harvard en tête pour la 13e année

consécutives. »

- LCI : « Le palmarès des meilleures universités du monde a été publié ce mardi. Et comme chaque année, il ne met pas la France à l'honneur. De nombreuses critiques s'élèvent toutefois contre les critères pris en compte pour établir ce classement ».

Le lecteur attentif aura noté que le pays de Descartes n'est pas franchement à l'honneur dans le palmarès chinois. Les médias hexagonaux auraient pu mettre en valeur d'autres classements moins désobligeants pour leurs compatriotes, comme le classement de l'École des mines, classement français et favorable aux universités françaises, ou le classement anglais du Times Higher Education (THE), inspiré du précédent, qui publie chaque année *THE Alma Mater Index*, favorable aux Anglais et un peu aux Français. Eh bien non, c'est au classement de Shanghai que les médias français s'obstinent à accorder une quasi exclusivité.

Un classement non scientifique ?

Cette adhésion est toutefois nuancée dans certains médias, et assortie de quelques arguments critiques, généralement sous la forme de citations de travaux ou de déclarations d'universitaires. Il s'agit, la plupart du temps, d'expliquer la mauvaise performance des universités françaises par des défauts du classement lui-même. Les arguments ne manquent pas. Par contre, d'autres arguments plus fondamentaux sont très rarement mentionnés et n'entravent en rien la persistance de l'addiction médiatique.

Pour comprendre les enjeux, il faut faire un détour par les critères du classement, les réserves qu'ils soulèvent et plus radicalement sur les objections au caractère scientifique de la démarche.

(1) Les critères retenus par le classement de Shanghai sont, sans entrer dans les détails, les suivants :

- ▶ nombre d'anciens étudiants qui ont reçu le prix Nobel ou la Médaille Fields pour les mathématiques
- ▶ nombre de membres actuels de l'université qui ont reçu le prix Nobel ou la Médaille Fields pour les mathématiques
- ▶ nombre des chercheurs les plus cités dans les revues scientifiques
- ▶ nombre d'articles publiés dans les revues *Nature* et *Science* (les plus prestigieuses) au cours des cinq dernières années
- ▶ nombre d'articles publiés sur une année

Le total des points acquis par chaque université dans ces divers critères est pondéré selon le nombre de membres (équivalents temps plein) de cette université.

Ces critères seraient favorables aux universités anglo-saxonnes pour les raisons suivantes (non exhaustives) :

- ▶ Nul besoin d'être grand clerc pour déduire de ces critères que les universités les plus sélectives ont plus de chances que les autres d'avoir dans leurs rangs des prix Nobel et des chercheurs cités dans les revues scientifiques. Or les universités anglo-saxonnes sont connues pour être les plus sélectives, et pas seulement sur le plan financier.
- ▶ Toutes les citations sont relevées sur les bases de données de Thomson scientifique. Or il est notoire que ces bases de données recensent surtout des revues anglo-saxonnes dans lesquelles les chercheurs anglo-saxons sont très majoritaires. Ce phénomène est encore accentué en matière de sciences humaines et sociales, comme nous l'avons déjà souligné dans un [précédent article](#). Dès lors, les universités françaises, entre autres, sont sous-représentées dans les critères basés sur le nombre de chercheurs cités et d'articles publiés.
- ▶ Les revues *Science* et *Nature* contiennent une majorité d'articles ayant au moins une signature américaine (plus des deux-tiers en 2004).

- ▶ En France, beaucoup de travaux sont réalisés par des unités mixtes de recherche qui associent une université à un organisme de recherche comme le CNRS. Qu'il s'agisse de prix Nobel ou d'articles signés par des chercheurs ou chercheuses appartenant à ces unités mixtes, 50 % des points attribués par le classement de Shanghai le sont à l'université et 50 % à l'organisme de recherche. Comme le CNRS, l'Inserm, l'Inria, etc., n'étant pas des universités, ne sont pas pris en compte par le classement de Shanghai, le préjudice pour les universités françaises est patent.

Ces divers biais suffiraient à mettre en cause un classement dont l'ambition mondiale eût mérité plus de souci de neutralité.

(2) Mais il y a plus grave : quelques auteurs de travaux très conséquents sur la méthodologie utilisée par les initiateurs du classement de Shanghai sont unanimes sur sa non scientificité.

Dès 2005, le professeur Van Raan, spécialiste hollandais reconnu des méthodes quantitatives en sciences concluait ainsi son analyse : « *le classement de Shanghai ne devrait pas être utilisé pour des objectifs d'évaluation [...] Le plus grave problème de ces classements est qu'ils sont considérés comme des "quasi-évaluations" des universités concernées. C'est absolument inacceptable* ».

De leur côté, trois chercheurs, Jean-Charles Billaut (Université de Tours), Denis Bouyssou (Université Paris-Dauphine) et Philippe Vincke (Université libre de Bruxelles) affirment en résumant une analyse fondée sur l'aide multicritères à la décision et intitulée [Faut-il croire le classement de Shanghai ?](#) : « *Nos conclusions principales sont que les critères utilisés ne sont pas pertinents, que la méthode d'agrégation présente des problèmes majeurs et que l'exercice souffre d'une réflexion insuffisante sur les questions liées à la structuration du problème. Le classement de Shanghai, malgré la grande couverture médiatique qu'il reçoit chaque année, n'est donc pas un outil pertinent pour juger de la "qualité" des institutions académiques, guider le choix des étudiants ou des familles, ou promouvoir des réformes du système d'enseignement supérieur* » ; et in fine : « *Il ne nous semble donc pas excessif de conclure que le classement de Shanghai est un exercice qui n'a absolument aucune valeur.* »

Dans un article au titre très explicite [Le classement de Shanghai n'est pas scientifique](#), le sociologue canadien de la science Yves Gingras, directeur scientifique de l'Observatoire des sciences et des technologies, parvient aux mêmes conclusions. Ce dernier se fonde notamment sur des arguments de simple bon sens, par exemple : « *Les fluctuations annuelles que l'on observe dans les rangs occupés par plusieurs universités au classement de Shanghai sont très importantes, parfois 30 places d'une année à l'autre. Elles suffisent à discréditer ce classement : les institutions académiques évoluent dans la réalité beaucoup plus lentement* » ; ou encore : « *Que penser de la validité d'un indice qui fait varier la position d'une université de plus de 100 rangs dans le palmarès par le seul fait d'attribuer à l'université de Berlin ou à l'université Humboldt le prix Nobel d'Einstein obtenu en 1922 ? En quoi la qualité d'une université en 2006 aurait encore quelque chose à voir avec des travaux effectués plus de quatre-vingt ans auparavant ?* » (« *Que vaut le classement de Shanghai des universités ?* » *Le Figaro*, 5 septembre 2008).

À ces diverses critiques, Snow Wang, responsable shanghaienne du classement répond, à l'occasion d'un entretien intitulé

<http://www.letudiant.fr/educpros/entretiens/interview-shanghai-ranking-dans-les-coulisses-du-classement-de-shanghai-1.html>>Dans les coulisses du classement de Shanghai : « *Nous sommes très attentifs à ces remarques, que nous passons beaucoup de temps à compiler et analyser. Elles sont étudiées par notre conseil consultatif international. Nous les comprenons, mais, dans la très grande majorité des cas, nous ne pouvons pas faire grand-chose, car ces remarques ne s'accompagnent pas de solutions viables pour faire évoluer notre modèle. Or, pour classer les*

établissements, nous avons besoin de données comparables et disponibles au niveau mondial. Dans certains domaines, comme les sciences sociales, par exemple, il y a beaucoup de choses difficiles à quantifier. C'est pour cela que nous avons, **pour l'instant**, choisi de ne pas faire évoluer la méthodologie de notre classement global, **et nous continuerons à l'avenir**.

On ne peut que s'étonner d'une réponse aussi pragmatique, aussi peu soutenue théoriquement, presque dilatoire, sans nous appesantir sur la contradiction entre ce « pour l'instant » et « nous continuerons à l'avenir ».

Il ne nous appartient pas de nous prononcer sur ces critiques. Mais on est en droit de se demander pourquoi elles sont si chichement mentionnées dans les grands médias et ne parviennent pas à contenir la frénésie du recours à ce classement controversé.

Un classement médiatique

Certains journaux citent favorablement ces critiques partielles ou globales, mais cela ne les empêche en rien de continuer à reproduire et commenter chaque année le classement [1]. Les composants très médiatiques du classement y contribuent incontestablement.

- ▶ L'expression elle-même, « classement de Shanghai », est une appellation de type journalistique, qui s'est constituée peu à peu à partir de l'appellation d'origine, Academic ranking of world universities (Classement académique mondial des universités) qui désignait clairement son contenu. « Classement de Shanghai » (Shanghai ranking, en anglais) n'a pas beaucoup de sens, mais fait « formule » à la fois familière et nimbée d'exotisme.
- ▶ La publication de ce classement au milieu du mois d'août, pendant le creux médiatique des vacances d'été, lui assure un certain relief.
- ▶ La manière dont il présente ses critères de classement et les résultats, sous forme de listes faciles à lire et à comprendre, ne peut manquer de satisfaire à l'exigence médiatique de simplicité susceptible de convenir à un large public.
- ▶ Ce classement fut également le premier à classer les universités au niveau mondial, ce qui lui confère une certaine valeur de référence et lui a permis d'« occuper le terrain » médiatique avant les autres.
- ▶ Sa crédibilité est renforcée par le fait qu'il est réalisé par une université (référence académique), alors que les classements précédents, généralement à l'échelle nationale, étaient le fait de journaux (en France *Le Monde de l'éducation*, *L'Obs*, *L'Express*...).
- ▶ Au compte aussi de son intérêt médiatique, le fait que les résultats du classement sont conformes aux savoirs communs ; on y retrouve ce que l'on savait déjà plus ou moins : la suprématie des universités américaines et anglaises, avec leurs noms connus, Harvard, Stanford, Oxford, Cambridge.
- ▶ Même la mauvaise place des universités françaises contribue à sa popularité en y ajoutant un élément de surprise entretenant le suspense d'une année sur l'autre : « a-t-on progressé ? » dont les médias se font généreusement l'écho [2].

Mais la médiatisation du classement de Shanghai ne repose pas sur ses seuls attraits journalistiques. Cette médiatisation expéditive, assortie ou non de commentaires, conforte des choix politiques et académiques.

Des options politiques

Les atouts strictement médiatiques du classement de Shanghai, même s'ils sont à prendre en compte, seraient probablement de peu de poids en eux-mêmes s'ils n'étaient pas portés par des intérêts plus politiques que la médiatisation du classement accompagne et soutient.

Ce n'est pas un hasard si cette médiatisation prend toute son ampleur en 2008, année de la mise en oeuvre et de la contestation de la Loi LRU (Liberté et responsabilités des universités) dite encore loi sur l'autonomie des universités ou loi Pécresse :

« Si l'année 2006 indique une amplification du processus de médiatisation [du classement de Shanghai] et une diversification des supports (32 documents), c'est l'année 2008 qui se singularise (131 documents). Le traitement atypique de cet événement en 2008 souligne la controverse qui l'accompagne dans un contexte de mobilisations dans l'enseignement supérieur. » [3].

Dès la lettre de mission de Nicolas Sarkozy, alors président de la République, à Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, une injonction précise est faite à la ministre, à savoir « *l'amélioration du rang de nos établissements d'enseignement supérieur dans les classements internationaux, avec l'objectif de classer au moins deux établissements français parmi les 20 premiers et 10 parmi les 100* » (5 juillet 2007), laquelle a réaffirmé cette politique en maintes occasions :

« Notre objectif est d'avoir dix universités françaises dans les cent premières de ce classement d'ici à 2012. » (20 Minutes, 7 août 2008)

« M. Legendre a rappelé que le classement de Shanghai était certes critiquable mais que puisqu'on ne pouvait changer les indicateurs dont nous n'étions pas maîtres, il valait mieux les retourner en notre faveur. Lorsqu'ils choisissent leur future université, les étudiants américains, australiens, chinois, indiens regardent ce classement. C'est la mondialisation. On ne peut s'en abstraire et nous devons donc gagner des places, ce qui n'est pas contraire à l'exigence d'excellence de l'université française » (Audition au Sénat, 5 juillet 2007)

« La fusion des universités d'Aix-Marseille est un très bon projet », affirme Valérie Pécresse, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ce jeudi 17 avril 2008, à l'occasion d'un déplacement à Marseille [...] « La fusion, c'est encore mieux car elle donnera une vraie visibilité au plan international », insiste-t-elle [...] « Le classement de Shanghai est très critiquable, mais il existe. Si vous arrivez à réaliser cette fusion, ce sera un acte fort en direction de ce classement », poursuit la ministre. » (Dépêche AEF, 17 avril 2008)

« Les résultats du classement de Shanghai plaident pour une politique de regroupement de nos forces dans le cadre des pôles de regroupement de l'enseignement supérieur (PRES) » (Le Figaro, 26 février 2008)

La ministre fera même le voyage en Chine pour rencontrer les auteurs du classement et [promouvoir sa réforme](#).

Ainsi, la loi LRU sur l'autonomie des universités se fixe clairement parmi ses objectifs l'amélioration de la place des

universités françaises au classement de Shanghai et encourage les regroupements d'universités susceptibles de contribuer à cette amélioration. La mauvaise place des universités françaises dans ce classement lui sert d'excellent prétexte pour faire passer une réforme libérale qui a rencontré bien des oppositions. Les gouvernements ultérieurs, sous diverses formes, n'auront pas d'autre politique. Sans grand succès jusqu'à présent si l'on en croit la ministre en exercice :

« "L'effet des regroupements n'est pas visible puisque les classements continuent de classer les établissements un par un et ne prennent pas en compte les regroupements", a regretté Frédérique Vidal, ajoutant, que "cela va faire partie du travail des prochaines semaines pour que ces regroupements soient représentés dans le classement de Shanghai". » (France Info 15/08/2017)

Ainsi la médiatisation du classement entre en résonance avec des choix politiques déterminés, implicitement ou explicitement partagés par nombre de médias. Elle pèse également de tout son poids sur les instances universitaires.

Des enjeux académiques

Laissons *Le Parisien* exprimer la détresse de nos universitaires : « C'est l'annuel crève-cœur des chercheurs français qui redoublent d'effort pour faire rayonner l'apprentissage et le savoir hexagonal. Cette fois encore, [le très médiatique classement de Shanghai](#), palmarès mondial des meilleures universités, ne rend pas hommage aux établissements tricolores. Il faut aller jusqu'à la 40e place, après pléthore de facultés américaines, pour voir enfin apparaître un nom frenchy, celui de l'Université Pierre-et-Marie-Curie à Paris. » (*Le Parisien*, 15/08/17)

Et la plupart des universités dotées d'un nom « frenchy » ont l'oeil braqué, chaque année autour du 15 août, sur le classement de Shanghai :

« EXCELLENCE. Même si cette année encore, le classement de Shanghai est dominé par les Etats-Unis, l'édition 2017 est un bon cru pour l'Université de Montpellier, qui passe du top 400 au top 300. Eh oui, cent places de gagner [sic] d'un coup. » (*Métropolitain*, 16/08/2017)

Michel Deneken, président de l'Université de Strasbourg réagit à la publication du classement de Shanghai des universités dans le monde : « Tous les 15 août, l'université Jiaotong de Shanghai diffuse une liste des 500 meilleures universités dans le monde. Si les américaines et anglaises dominent le classement depuis toujours, une vingtaine d'universités françaises figurent cette année dans la liste, et Strasbourg arrive en sixième position parmi elles. » (*Tchapp*, 16/08/2017)

« Bonne nouvelle : l'université de Bourgogne a fait son entrée au classement de Shanghai, cette année, pour la première fois de son histoire. Seules 22 universités françaises, à ses côtés, figurent dans une liste, restreinte, de 800 noms. « L'université de Bourgogne est donc dans les 5 % des établissements qui sont les mieux positionnés par leur recherche sur le plan mondial », se réjouit Alain Bonnin, président de l'UB... » (*L'Yonne républicaine*, 12/09/2017)

« L'ENS Lyon a gagné des places dans le classement de Shanghai, palmarès mondial des universités. L'école se

situe désormais parmi les 300 meilleures universités du monde aux côtés de l'Université Claude Bernard Lyon 1. » (Lyon Capitale, 15/08/2017)

On peut même essayer de mettre quelques atouts de son côté :

*« Les instances universitaires ont compris qu'on pouvait manipuler sa place dans les classements. Elles orientent leur politique de manière à améliorer le "score" de leurs établissements. À l'instar de l'étudiant qui fait porter tout son effort sur les matières à "gros coefficient", certaines facultés modifient le taux d'encadrement ; d'autres privilégient les disciplines les plus internationales et les plus visibles ; d'autres enfin attirent des Prix Nobel ou des étudiants étrangers de certaines zones. » (Christopher Charles, « Faut-il coter les universités européennes ? », *Le Monde diplomatique*, septembre 2007)*

Voire tricher. Certaines universités vont jusqu'à acheter, à bon prix, la signature de chercheurs renommés d'universités concurrentes pour les faire progresser dans le classement de Shanghai (Yves Gingras, « [Les agents doubles du classement de Shanghai](#) »).

À quoi sert le classement de Shanghai ?

Apparemment, les objectifs initiaux des promoteurs du classement mondial des universités dit « Classement de Shanghai », étaient strictement internes à la Chine. Il s'agissait d'adapter le système universitaire chinois à la puissance économique grandissante du pays, et pour cela, de le comparer avec ce qui se fait de mieux dans le monde. La renommée rapidement planétaire de leur classement n'a pas manqué de surprendre ses artisans. De leur propre aveu sans compétence spéciale en la matière, ils continuent cependant à le publier, année après année, sans y apporter la moindre modification malgré les critiques très sérieuses que nous avons évoquées. Mais peut-être la neutralité et la scientificité de leur classement est-elle le cadet de leurs soucis.

Le succès obligé des universités anglo-saxonnes et plus particulièrement américaines induit par les critères chinois dit assez clairement le parti-pris du classement de Shanghai. Car pour que les universités anglo-saxonnes obtiennent de tels résultats (quasiment les 20 premières classées chaque année depuis 2003), il faut bien qu'elles disposent des structures et de l'organisation qui le permettent, autrement dit, des éléments constitutifs de ce que l'on appelle un « modèle » universitaire. Or, le modèle universitaire anglo-saxon est, ce n'est un secret pour personne, le modèle néolibéral de l'université considérée comme une entreprise. Et le classement de Shanghai, sous le prétexte de classer les universités, sert en tout cas à la propagation de ce modèle [4].

Et c'est bien ce même modèle qui est encouragé au niveau européen par la stratégie de Lisbonne (1999) pour une « économie de la connaissance » poursuivie par le programme « Europe 2020 » et en France par la loi LRU sur l'autonomie des universités. L'attention si soutenue et si peu critique des médias, des ministres de l'Enseignement et de la Recherche, et des autorités académiques à l'égard de ce classement, la satisfaction exprimée à l'occasion de maigres succès dans son palmarès, les tentatives d'adapter les structures des universités à ses critères, ne font que le conforter et, avec lui, le modèle qu'il soutient. La création d'un classement concurrent et plus favorable aux universités françaises par l'École des Mines n'est pas porteur d'un autre modèle, c'est le moins que l'on puisse dire, puisque son seul critère de classement des universités et grandes écoles est la présence d'anciens étudiants parmi les PDG des 500 plus grandes entreprises mondiales.

L'adoption en France du modèle universitaire américain se traduirait, selon Bradley Smith, maître de conférences à l'université Paris-Nanterre par les transformations suivantes :

- ▶ Un désengagement progressif de l'État
- ▶ Une concurrence accrue entre les différents établissements
- ▶ Une hausse progressive des frais d'inscription
- ▶ Une hausse du taux d'endettement étudiant
- ▶ Une précarisation du personnel
- ▶ Une précarisation des diplômés
- ▶ Une situation défavorisée des sciences humaines et de tout domaine jugé « non rentable »
- ▶ Un contrôle idéologique plus rigoureux du contenu de l'enseignement
- ▶ Une réduction des perspectives d'avenir de la jeunesse
- ▶ Une vulnérabilité accrue face aux caprices du marché
- ▶ Une sape des moyens de lutter contre ces changements [5].

Panorama sans doute incomplet, mais significatif, de ce que nous promettent les promoteurs du « Classement de Shanghai ».

Jean Pérès

[1] Citons le cas symptomatique du journal *Libération*, qui assure chaque année le commentaire du classement de Shanghai, alors que, Sylvestre Huet qui était alors journaliste scientifique au sein du quotidien, écrivait sur son blog, en janvier 2014 : « *Rudimentaire par ses critères d'élaboration et son unité d'appréciation (une université entière), il [le classement de Shanghai] n'impressionne que ceux qui le souhaitent. Et ne sert à rien pour quiconque possède un minimum de connaissances du système de recherche.* »

[2] Tous ces éléments, et d'autres, soulignant l'intérêt médiatique du classement de Shanghai, trop rapidement exposés ici, sont développés et mis en perspective dans [un article remarquable](#) de Christine Barats et Jean-Marc Leblanc, appuyé sur une enquête de presse, solidement documenté, et que nous ne pouvons qu'inviter les lecteurs intéressés à consulter.

[3] Extrait de l'étude précitée. Les documents recensés sont les articles parus dans la presse francophone de 2003 à 2010.

[4] La crédibilité du classement (et du modèle) se trouve renforcée du fait qu'il n'est pas réalisé par une instance anglo-saxonne, mais par une université d'un pays émergent et concurrent des États-Unis.

[5] Extrait de l'article de Bradley Smith : « Le modèle américain des universités : [change, we can't believe in](#) », 15 mai 2009.